

Education. La dixième journée régionale « Marchons vers l'école » s'est tenue mardi à l'hôtel de ville. Propos d'acteurs de cette initiative qui gagne du terrain, malgré les difficultés.

Le pédibus, une affaire qui marche

Qualifiée de « vraie reconnaissance pour la ville » par Henri Cambessedes, premier adjoint, la journée régionale « Marchons vers l'école » coordonnée par le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement du Pays d'Aix a réuni des acteurs du « pédibus » venus des Bouches-du-Rhône (Martignes, Aubagne et Pays de l'Étoile, Pays d'Aix, Septèmes, Saint-Mitre, Châteauneuf...) mais aussi de l'ensemble des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Si le constat de la difficulté à pérenniser ce dispositif (qui consiste à accompagner les enfants à l'école à pieds, pour éviter l'utilisation de la voiture individuelle) a été assez largement partagé durant cette journée, l'opération « Marchons vers l'école » a encore une marge de progression. Entre enthousiasme et motivation des citoyens qui ont témoigné durant cette journée, et nécessité de trouver des solutions pour désengorger la région.



Henri Cambessedes, Premier adjoint et Sophie Degioanni, adjointe à l'Environnement aux côtés des partenaires de « Marchons vers l'école »

« Une partie de la réponse »
« La structure et l'évolution démographiques constatées ces dernières années montrent clairement que les centres urbains, à l'image de Martignes d'ailleurs, attirent de plus en plus de nouveaux habitants, ces centres néoruraux seront des défis d'urbanisme, de circulation et d'organisation du territoire. Ceux-ci commencent déjà à être visibles. « Marchons vers l'école » peut être une partie de la réponse », souligne Sophie Degioanni, adjointe à l'Environnement à Martignes et conseillère régionale (PS). Operation

« Judique, simple et efficace » selon la formule de l'élu, « Marchons vers l'école » pose une foule de questions de société : aménagement, environnement mais aussi rythmes sociaux. La disponibilité des parents pour encadrer les enfants sur le chemin de l'école n'est pas seulement affaire de prise de conscience écologique mais aus-

si liée à des contraintes horaires. « Les gens sont débordés, stressés, nous avons déjà 40 élèves sur 120 à la garderie du matin à 8h moins le quart parce que les parents doivent aller travailler à Eurocopter (à Marignane, NDLR), ou à Marseille », témoignait Marie-Hélène Moret, professeur des écoles à Peynier, une petite ville du pays d'Aix.

Si le pédibus séduit les enfants, il repose sur l'implication forte d'un petit noyau de parents... et parfois en sa limite car que devient l'opération une fois que les enfants passent au collège ? « Si ça marche dans les deux écoles d'Aix (à Puyricard et à l'École Sallier dans le centre-ville), c'est parce que les parents et les enfants ont été à l'initiative, à l'école Sallier c'est parti d'un mail adressé à la ville », indique M. Paoli, élu à la circulation, au stationnement et à la voirie à la Ville d'Aix. A l'école de Puyri-

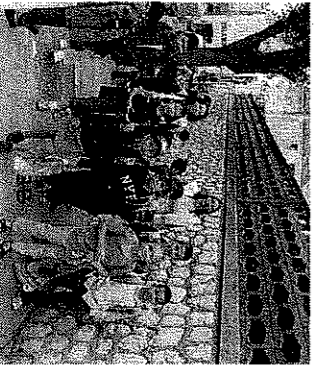
card, la demande initiale des parents d'augmenter la capacité du parking s'est transformée en organisation d'un pédibus. Le dispositif réclame aussi l'implication des directeurs d'école et des enseignants (voir ci-contre).

« On soulaiterai que le pédibus rentre dans le projet d'école » remarque d'ailleurs M. Girard, animateur du pédibus de l'école Sallier à Aix.

A Septèmes, où la ville participe depuis dix ans à « Marchons vers l'école », après constat d'un certain essoufflement, « une association a été créée il y a 3-4 ans, avec une subvention municipale qui permet de la faire vivre » précise M. Lambert, élu. En somme, quand tous les acteurs du pédibus (Villes, parents, enseignants et enfants), marchent dans le même sens, la réussite est certainement au bout du chemin.

JEAN-FRANÇOIS ARNICHAUD

Repères



Henri Cambessedes :
« Avec le pédibus, il s'agit d'écarter le plus possible la voiture du portail de l'école. Il faut une implication plus forte des acteurs dans la régularité ».

ARCHIVES M.B.

Etat des lieux à Martignes et ailleurs

■ Lancé en 2008, avec deux écoles, le pédibus concerne aujourd'hui cinq groupes scolaires à Martignes, soit 168 enfants et 54 parents qui, au moins une fois par semaine, vont à l'école à pieds suivant un circuit précis avec des arrêts, comme pour les bus. Pour le services Circulation, Développement des quartiers et Education qui travaillent en synergie sur cette question, « l'objectif est d'avoir la moitié des groupes scolaires qui participent ». Trois projets concernent d'autres écoles (Martignes en compte 31) et une opération pilote aura lieu le 29 novembre à Saint-Julien. Dans ce domaine, selon Henri Cambessedes, Premier adjoint, « la politique volontariste ne suffit pas, il faut une implication plus forte des acteurs dans la durée ».

Si l'on en croit ses utilisateurs, le pédibus a de multiples avantages : la convivialité, le temps d'échanges subtilisé au rythme du quotidien et la sécurité moyennant quelques aménagements. « Quand ça fonctionne, c'est très agréable, les enfants font un exercice physique avant d'entrer en classe, c'est excellent pour la santé » plaide Chantal Lalen, directrice de l'École Jean-Jaurès où le pédibus en est à sa troisième année. Médecin et élu délégué à la circulation, Roger Camoin considère que « le pédibus a chan-

gé la vision de la voiture reine, c'est énorme ». La perspective d'importants travaux dans le centre de Jonquières et sur le viaduc autoroutier peut aussi constituer un argument en faveur de l'opération « Marchons vers l'école ».

Quant aux possibilités de développement en Provence-Alpes-Côte d'Azur, elles sont réelles. « L'A.D.E.M.E. et la Région continueront à aider au-delà des 10 ans » indique Annick Delhaye, conseillère régionale (Verts). « Il y avait deux communes en 2002, aujourd'hui elles sont près de 80 sur 963, il y a encore du chemin à faire ».

Selon le bureau d'études Eclat (1) qui fait partie des relais locaux de l'opération « Marchons vers l'école », « les Bouches du Rhône sont vraiment le département leader, l'agglomération toulonnaise compte aussi beaucoup de communes impliquées, on appelle de nos vœux un développement du rôle des intercommunalités, ce qui a commencé avec Aubagne, Toulon-Provence-Méditerranée, mais on regrette que Marseille soit à la traîne ».

IFA.
▲ (1) : « Marchons vers l'école » : coordination générale : C.P.I.E. du Pays d'Aix (04.42.28.25.05) Bureau d'études Eclat : 04.91.62.66. 67

28

communes des Bouches-du-Rhône ont un ou plusieurs pédibus en fonctionnement ou en projet. Au total, la région Paca en compte 76, avec une moindre représentation dans les deux départements alpins, les moins urbanisés.